

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 04 février au 10 février 2017

Rappel, la semaine dernière : Affaire Pénélope Fillon, Primaires à gauche, Arrêté anti-immigration de Donald Trump, Abandon du nucléaire.

Affaire Théo : modéré

L'interpellation violente d'un jeune homme à Aulnay-sous-Bois par quatre policiers a suscité 37 réactions.

Les faits reprochés à l'un des policiers ont conduit dans un premier temps une dizaine de correspondants « outrés » à s'interroger sur les « dérives répétées » des forces de l'ordre : « ces pratiques sont-elles autorisées ou du moins tolérées ? ». Plusieurs font également mention de leur désarroi quant à la « minimisation de l'affaire » par le syndicat Alliance. Malgré leurs propos à charge envers les policiers et l'attente de « sanctions exemplaires », ces citoyens précisent toutefois « admirer » leur travail « héroïque » : « ce métier est très compliqué, cependant il faut savoir reconnaître une bavure ».

La visite de François Hollande au chevet du jeune homme a dans un deuxième temps polarisé les opinions de 26 Français, prenant position sur l'opportunité de la démarche.

Une nette majorité (18), se montre très critique, invoquant notamment la « présomption d'innocence » : « avec cette visite vous faites preuve de précipitation pour donner tort à la police ». Rappelant au Président que ce dernier ne s'est pas rendu au chevet des policiers « brûlés vifs » à Viry-Châtillon, ils souhaitent obtenir des explications quant à « cette hiérarchisation des victimes ». Deux personnes évoquent également l'agression de Jean-Michel Gaudin, un agent de l'Assemblée nationale grièvement blessé en portant secours à deux personnes âgées : « il a vaillamment défendu des personnes au péril de sa vie. Il ne mérite pas un déplacement lui ? ».

A l'inverse, le déplacement du Président à l'hôpital a été salué à huit reprises : « je me permets de vous adresser tout mon respect pour cette visite réconfortante ».

Enfin, deux courriers critiquent fortement la requalification par l'IGPN du geste du policier en acte non intentionnel : « cette première conclusion d'enquête, c'est la porte ouverte à tous les abus », « une pénétration non souhaitée est un viol, point ».

Affaire Pénélope Fillon : modéré, en hausse

30 Français ont réagi au sujet de l'affaire de l'emploi présumé fictif de Mme Fillon.

Majoritairement « indignés » ou « choqués » par les soupçons pesant sur les pratiques de la famille Fillon, ils estiment que cette affaire « représente bien l'image de tout ce qu'est devenu la politique aujourd'hui ». La critique de la déconnexion entre l'ensemble du personnel politique et les citoyens est systématique : « cette classe politique » qui « vient d'une autre planète » et qui ne « comprend plus nos problèmes quotidiens » en raison de son train de vie marqué « par l'argent et les privilèges ». Pour étayer leurs remarques, les correspondants comparent leurs situations personnelles, souvent difficiles et précaires, avec les rémunérations perçues par Mme Fillon et concluent régulièrement leurs raisonnements par ce genre de propos : « mais comment pouvez-vous nous demander de faire encore plus d'efforts ? ».

Un tiers de ces correspondants réclame en conséquence des réformes visant à contrôler et « moraliser » le travail politique. Offusqués du fait que « le cas Fillon puisse-être légal », ils constatent que « notre démocratie est gangrenée » par « des lois et règlement » faits « par les élus en leur faveur », auxquels il « faut donc remédier ». Ceci justifie pour eux une « défiance des citoyens envers la classe politique » qui « n'a jamais été aussi forte » et qui inquiète. En effet, la multiplication des « écœurements » liés aux « affaires nauséabondes » à « droite comme à gauche » offre d'après-eux un « terreau fertile » à l'extrême droite.

Enfin, cette semaine a été marquée par l'éclosion d'une démarche pétitionnaire non signée, relayée à six reprises. Soutenant F. Fillon, celle-ci évoque une affaire aux allures de complot, qui serait organisée conjointement par le cabinet de l'Élysée et les soutiens d'Emmanuel Macron, au bénéfice de ce dernier.

Non candidature du PR : modéré, en hausse

Une trentaine de messages évoque encore le renoncement à une nouvelle candidature du Président de la République.

A la suite de primaires ayant « *divisé la gauche* », la moitié de ces correspondants dit regretter ce renoncement, créditant le Chef de l'Etat d'un « *bon bilan* » et le considérant comme « *seul capable de diriger la France* ». Estimant qu'il n'a pas bénéficié de « *conditions favorables* » et d'un « *acharnement politico-médiatique* » ils pointent du doigt la responsabilité de « *ceux en qui vous aviez confiance et qui vous ont trahi* ».

L'autre moitié des messages met en avant une décision « *courageuse* » et remercie François Hollande pour avoir « *remis la France sur pieds* » : « *votre bilan est excellent, l'Histoire vous rendra justice et ceux qui vous critiquaient vous regretteront* ».

Abandon du nucléaire : faible, en hausse

Parmi la douzaine de courriers anti-nucléaires parvenus, la moitié demande particulièrement la fermeture de la centrale de Fessenheim, dont des citoyens allemands et la Ministre-Présidente du Land de Rhénanie-Palatinat.

L'incident de jeudi à la centrale nucléaire de Flamanville n'a pas encore suscité de réaction.

Agression Louvre : faible

Huit personnes ont tenu à saluer l'ensemble des forces de l'ordre à la suite de l'agression d'un militaire au Carrousel du Louvre. En lui souhaitant un bon rétablissement, ils le félicitent pour « *son sang-froid et son professionnalisme* ». Deux citoyens profitent de cette attaque pour établir un parallèle entre immigration et terrorisme et demandent au Chef de l'Etat de « *fermer les frontières* ».

Procès M. Cédric Herrou : 1